



Adoption : 6 décembre 2019  
Publication : 18 décembre 2019

**Public**  
**Greco-AdHocRep(2019)2**

## Rapport ad hoc sur la GRÈCE (Article 34)

Adopté par le GRECO  
à sa 84<sup>e</sup> réunion plénière  
(Strasbourg, 2-6 décembre 2019)

## I. INTRODUCTION

1. En juin 2019, le GRECO a reçu des informations sur les initiatives législatives menées en Grèce pour modifier le Code pénal et le Code de procédure pénale, notamment la requalification pénale de l'infraction de corruption de « crime » en « délit », qui assouplit par conséquent les sanctions infligées pour ce type d'infraction. Le GRECO a demandé des clarifications aux autorités grecques concernant ces initiatives susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la capacité de la Grèce à lutter efficacement contre la corruption, mais aussi sur la conformité du pays avec la Convention pénale sur la corruption (STE 173) et son Protocole additionnel (STE 191), auxquels la Grèce est Partie contractante.
2. Lors de la 83<sup>e</sup> réunion plénière (17-21 juin 2019), les autorités grecques ont exposé les motivations des amendements législatifs qui étaient sur le point d'être finalisés et présentés au Parlement à la fin du mandat gouvernemental, en juin 2019. Les autorités ont expliqué que d'autres ajustements de la législation pénale, y compris pour les infractions de corruption, étaient prévus dès lors qu'un nouveau gouvernement serait en place.
3. Dans ce contexte, le GRECO a décidé, le 21 juin 2019, d'invoquer l'article 34 de son Règlement intérieur eu égard à la Grèce. Cet article prévoit l'ouverture d'une procédure ad hoc dans certaines circonstances exceptionnelles, par exemple lorsque le GRECO reçoit des informations fiables indiquant qu'une réforme institutionnelle, une initiative législative ou une modification procédurale pourrait entraîner une violation grave des normes anticorruption du Conseil de l'Europe.
4. Les réserves émises par le GRECO concernant les amendements de la législation pénale sont partagées par le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption, qui, lors de sa réunion tenue du 25 au 27 juin 2019, s'est dit inquiet au sujet de cette réforme. Pour accroître les synergies entre les deux organisations et rationaliser les demandes adressées aux autorités grecques, le GRECO et le Groupe de travail sur la corruption ont décidé d'évaluer conjointement les dispositions anti-corruption modifiées présentant un intérêt pour l'une et l'autre organisation. Dans cette optique, un questionnaire commun a été rédigé par le Groupe de travail de l'OCDE et par le GRECO ; les réponses des autorités grecques à ce questionnaire ont été reçues le 30 septembre 2019. Le GRECO et le Groupe de travail de l'OCDE ont convenu avec les autorités grecques d'un programme conjoint pour la visite prévue à Athènes le 29 octobre 2019.
5. Lors de cette visite, des représentants du GRECO et le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption ont rencontré le Ministre de la Justice, son Vice-ministre et d'autres représentants du ministère de la Justice, des représentants de l'Autorité nationale pour la transparence, des membres du Comité de rédaction des textes législatifs, le Procureur général responsable de la lutte anticorruption, des représentants de la CRF hellénique, des membres de l'Unité de la criminalité financière et économique (SDOE) ainsi qu'un panel de juges issus de différents tribunaux. Des réunions ont été organisées par ailleurs avec l'Association des juges, l'Association des procureurs, le Barreau d'Athènes et des avocats en exercice et praticiens du droit, des universitaires (Université d'Athènes) et des représentants de la société civile (parmi lesquels Transparency International, le

Citizens' movement for an Open Society et le Réseau pour la responsabilité sociale des entreprises (CSR Hellas) ainsi qu'avec des représentants des médias.

6. Au nom du GRECO, Mme Alexia KALISPERA, conseillère A' auprès du parquet de la République de Chypre, et M. Ernst GNAEGI, Directeur adjoint de la Division du droit pénal de l'office fédéral de la Justice (Suisse) ont été nommés rapporteurs. Ils ont bénéficié du soutien de M. Björn Janson, secrétaire exécutif adjoint du GRECO<sup>1</sup>.
7. Le présent rapport ad hoc sur l'article 34, rédigé par les rapporteurs du GRECO, contient une description succincte des mesures législatives et autres adoptées par la Grèce dans le contexte de la réforme du droit pénal, mettant l'accent en particulier sur la législation anti-corruption. Ce rapport contient une analyse de l'incidence possible de la nouvelle législation par rapport aux normes du Conseil de l'Europe, en particulier la Convention de droit pénal et son Protocole additionnel et des standards développés par le GRECO.

## II. CONTEXTE ET INFORMATIONS GÉNÉRALES

8. Le GRECO rappelle qu'il a adopté son Rapport d'Évaluation de Troisième Cycle sur la Grèce concernant les incriminations en 2010 (Greco Eval III Rep (2009)9). Bien qu'il ait été conclu dans ce rapport que la législation pénale grecque couvrait toutes les formes d'infractions de corruption, le cadre juridique a été jugé excessivement complexe, éparpillé dans un certain nombre de textes juridiques (Code pénal, autres lois et instruments de ratification) et insuffisamment uniforme du point de vue terminologique. Si les sanctions ont été jugées proportionnées et dissuasives, leur efficacité n'a pu être évaluée. Le GRECO a relevé en outre un certain nombre de défaillances dans la législation et adressé onze recommandations à la Grèce.
9. Lors de la procédure de conformité qui a suivi, et a duré jusqu'en décembre 2016, le GRECO a noté des améliorations. La Grèce est parvenue à satisfaire pleinement à la quasi-totalité des recommandations, les recommandations en suspens étant soit partiellement mises en œuvre, soit non mises en œuvre ; certaines d'entre elles seront évoquées dans la suite du présent rapport.
10. Les autorités grecques ont expliqué que les efforts visant à réformer la législation pénale en Grèce avaient débuté il y a près d'une dizaine d'années car le système de justice pénale et correctionnelle était devenu trop complexe et formaliste et était surchargé. La législation ad hoc avait donné lieu à un patchwork de dispositions et à des sanctions de plus en plus lourdes, à une surcharge de travail pour les tribunaux, à des retards dans l'administration de la justice (en conséquence de la classification des infractions comme crimes ou délits, qui est déterminante, par exemple, pour la compétence des tribunaux) et à un surpeuplement carcéral. De nombreuses peines de prison n'ont pas été appliquées cependant, mais ont été commuées en sanctions moins lourdes, en amendes ou autres sanctions, d'après les autorités, ce qui entraîne un décalage considérable entre les sanctions prévues dans la législation et celles appliquées.

---

<sup>1</sup> Les quatre examinateurs principaux du Groupe de travail sur la corruption, aidés par deux membres du Secrétariat de l'OCDE, feront rapport séparément dans le cadre de la procédure de cette organisation.

11. Pour remédier à cette situation intenable et sur les conseils d'interlocuteurs internationaux (y compris le Conseil de l'Europe), la Grèce a entrepris une réforme visant à rationaliser la législation pénale, notamment à rétrograder la qualification de corruption de crime à délit et à mettre en place des peines moins lourdes, des peines de substitution et d'autres mesures. Cette initiative a donné lieu à l'adoption d'un certain nombre de dispositions nouvelles du Code pénal et du Code de procédure pénale, dont certaines touchant aux infractions de corruption. La législation modifiée a été adoptée par le Parlement le 11 juin 2019 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019. En outre, d'autres amendements à la législation (dont certains découlant des critiques du GRECO et du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption) étaient toujours en cours d'examen parlementaire au moment de la visite. Le Parlement a adopté ces amendements le 11 novembre 2019, et ceux-ci sont entrés en vigueur le 18 novembre 2019.

### III. ANALYSE DU GRECO

12. Le GRECO tient tout d'abord à préciser qu'il ne doute pas qu'une réforme générale de la législation pénale et du système de justice pénale était nécessaire en Grèce. Cette réforme était déjà encouragée dans les conclusions du Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle du GRECO (adopté en 2010), indiquant que la législation pénale relative aux infractions de corruption était excessivement complexe et éparpillée dans un certain nombre de textes de loi, qu'elle manquait de clarté et que sa terminologie n'était pas uniforme. Le GRECO estimait dans ce rapport que les sanctions relatives aux infractions de corruption étaient suffisamment lourdes (proportionnées et dissuasives) à l'époque, mais il ne pouvait se prononcer sur leur efficacité dans la pratique.
13. Le présent rapport ad hoc a pour objectif d'évaluer les dispositions modifiées touchant aux infractions de corruption et susceptibles d'avoir une incidence sur la conformité de la Grèce avec la Convention pénale sur la corruption (STE 173) et son Protocole additionnel (STE 191), telle que visée par le GRECO dans son Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle (Incriminations). Il se concentre sur les questions suivantes.

#### *Définition d'« agent de la fonction publique »*

14. Le GRECO note que l'article 13 du Code pénal contient une définition « générique » du terme « agent de la fonction publique » qui spécifie : « *Est agent de la fonction publique celui à qui a été confiée, même à titre provisoire, l'exécution d'un service public dans le secteur public, les autorités locales ou d'autres entités de droit public* ».
15. Il note également qu'une définition spécifique d'« agent de la fonction publique » en lien avec l'infraction de corruption passive et de corruption active d'agents de la fonction publique (articles 235 et 236), a été insérée sous forme de nouvel article 237B du Code pénal, qui stipule :

Aux fins de l'application des articles 235 et 236 du Code pénal, sont également considérés comme agents de la fonction publique, ceux qui sont employés à titre permanent ou temporaire et dans toute fonction ou relation avec des organisations ou entreprises de toute forme juridique détenues en totalité ou en majorité par l'État, les collectivités locales ou des personnes morales de droit public ou dont l'administration est entièrement ou majoritairement désignée par l'État ou par les collectivités locales ou les personnes morales de droit public.

16. Le GRECO note que cette définition s'appliquera à la corruption des agents de la fonction publique uniquement et non à d'autres infractions, telles que le trafic d'influence, couvertes par d'autres dispositions.
17. La législation grecque distingue la « corruption de responsables politiques », qu'elle soit passive ou active (articles 159 et 159A du Code pénal, voir en Annexe), comme infraction spécifique. Le Premier Ministre, les membres du gouvernement, les parlementaires (corruption passive uniquement), les préfets, les gouverneurs de district et les maires sont visés par la loi modifiée. Les autorités ont expliqué que la corruption de ces catégories de personnes était considérée comme particulièrement grave et que ces infractions constituaient toujours des infractions majeures.
18. Suite aux amendements du 11 juin 2019 relatifs à la corruption passive et à la corruption active de responsables politiques (articles 159 et 159A du Code pénal), il avait été noté lors de la visite que les « vice-ministre » n'étaient pas couverts par ces dispositions, contrairement à la version précédente. Il avait aussi été noté que, bien que les parlementaires aient été concernés par les dispositions relatives à la corruption passive de responsables politiques (article 159 du Code pénal), cette catégorie de personnes n'était pas concernée par les dispositions relatives à la corruption active de responsables politiques (article 159A du Code pénal). Les autorités grecques ont expliqué que l'exclusion des vice-ministres et des parlementaires était due à une erreur de rédaction et informé (postérieurement à la visite) qu'en vertu des amendements adoptés par le Parlement le 11 novembre 2019, ces articles incluent bien les vice-ministres et les parlementaires. Le GRECO se félicite que dans la législation amendée le 11 novembre 2019 (après la visite sur place), les vice-ministres et les parlementaires aient été ajoutés à la liste des "personnes politiques" couvertes par les articles 159 et 159A du Code pénal.
19. Toutefois, il a également été noté que le Président de la République ne figurait pas sur la liste des "personnes politiques". De plus, le GRECO comprend que les dispositions relatives à l'infraction générale de corruption d'agents de la fonction publique (articles 235 et 236 du Code pénal) ne s'appliqueraient pas à la corruption du Président. Suite à une certaine confusion quant à la couverture ou non du Président par l'article 159 du Code pénal par le passé, puisque c'était le cas dans le précédent projet de loi. Cependant, les autorités ont souligné (après la visite sur place) que la corruption du Président n'a jamais été érigée en infraction pénale dans le droit grec. Il en découle que ni la corruption passive, ni la corruption active du Président de la République ne sont des infractions pénales. Cette exonération totale de responsabilité pénale est difficile à comprendre, en particulier parce que le Président ne pourrait pas être poursuivi pour un tel délit alors qu'il est en fonction, car les poursuites seraient suspendues jusqu'à la fin du mandat présidentiel (Article 49 de la Constitution).

20. Pour conclure, la législation sous sa forme actuelle exclut la responsabilité pénale du Président de la République pour les infractions de corruption (passive comme active). Le Président étant indéniablement un agent de la fonction publique que ses fonctions soient uniquement de nature cérémoniale ou non, l'exclusion de toute responsabilité de celui-ci en cas d'infraction de corruption est une carence majeure. La référence à la Constitution, qui ne suspend la poursuite des infractions que jusqu'à l'échéance du mandat présidentiel, ne saurait justifier l'exclusion totale de responsabilité. Toutefois, il semblerait que ce ne soit pas le résultat de la législation récemment modifiée, qui fait l'objet de la présente procédure ad hoc (article 34). Pour cette raison, le GRECO n'émet pas de recommandation formelle à cet égard. Toutefois, il invite instamment les autorités grecques à examiner cette situation.

*Corruption active d'agents de la fonction publique*

21. La procédure ad hoc (article 34) a été déclenchée initialement en raison de la décision en Grèce de modifier l'article 236 du Code pénal pour rétrograder la qualification d'infraction de corruption active d'agents de la fonction publique de crime en délit et, dans le même temps, pour alléger les sanctions applicables à cette infraction. À des fins comparatives, l'article 236 du Code pénal, tel qu'il était avant les amendements de juin 2019, après les amendements de juin 2019 et après les amendements de novembre 2019 est détaillé ici:

**En anglais uniquement**

Article 236 CC before amendments in June 2019	Article 236 CC after the amendments adopted in June 2019	Article 236 CC after the amendments adopted in November 2019
<p>1. Whosoever offers, promises or gives to an official, directly or through a third party, an undue advantage of any nature, for himself/herself or for another person, for an action or omission on his/her part, future or already completed, related to the performance of his/her duties, shall be punished by <b>at least one year imprisonment and a fine of EUR 5 000 to 50 000.</b></p> <p>2. If the aforementioned action or omission contravenes the duties of the official, the offender shall be punished by <b>up to ten years' incarceration and a fine of EUR 15 000 to 150 000.</b></p> <p>3. A head of business or any other person who is vested with a decision-making or a control power in business shall be punished by imprisonment, if the act is not punished more severely by another criminal provision, if he/she by negligence failed to prevent a person under his/hers command or subject to his/hers control from committing, to the</p>	<p>1. Whosoever offers, promises or gives to an official, directly or through a third party, an undue advantage of any nature, for himself/herself or for another person, for an action or omission on his/her part, future or already completed, related to the performance of his/her duties, shall be punished by imprisonment of <b>up to three years (misdemeanour) or a pecuniary penalty.</b></p> <p>2. If the aforementioned action or omission contravenes the duties of the official, the offender shall be punished by imprisonment of <b>at least three years (misdemeanour) and a pecuniary penalty.</b></p> <p>3. A head of business or any other person who is vested with a decision-making or a control power in business shall be punished by imprisonment of up to two years or a pecuniary penalty if the act is not penalized heavier if he/she by negligence failed to prevent a person under his/hers command or subject to his/hers control from</p>	<p>1. Whosoever offers, promises or gives to an official, directly or through a third party, an undue advantage of any nature, for himself/herself or for another person, for an action or omission on his/her part, future or already completed, related to the performance of his/her duties, shall be punished by <b>imprisonment of up to three years (misdemeanour) or a pecuniary penalty.</b></p> <p>2. If the aforementioned action or omission contravenes the duties of the official, the offender shall be punished by <b>incarceration five to eight years (felony) and a pecuniary penalty.</b></p> <p>3. A head of business or any other person who is vested with a decision-making or a control power in business shall be punished by imprisonment of up to <b>two years or a pecuniary penalty</b> if the act is not punished more severely if he/she, <b>by infringing a specific obligation of due diligence by negligence</b>, failed to prevent a person under his/hers command or subject to</p>

Article 236 CC before amendments in June 2019	Article 236 CC after the amendments adopted in June 2019	Article 236 CC after the amendments adopted in November 2019
benefit of the business, any act of the preceding sections.	<p>committing, to the benefit of the business, any act of the preceding sections.</p> <p>4. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall also apply when the actions are committed regarding: (a) officials or other employees of any contractual relationship of an institution or body of the European Union having its headquarters in Greece and of any public international or supranational organization of which Greece is a member and any person, whether detached or not, performing duties corresponding to those performed by the officials or other employees or b) any person exercising a public office or service for a foreign country. In such cases, the Greek criminal laws also apply when the act is performed abroad by a national, even if it is not punishable under the laws of the country where it was committed.</p>	<p>his/hers control from committing, to the benefit of the business, any act of the preceding sections.</p> <p>4. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall also apply when the actions are committed towards: (a) officials or other employees of any contractual relationship of an institution or body of the European Union having its headquarters in Greece and of any public international or supranational organization of which Greece is a member and any person, whether detached or not, performing duties corresponding to those performed by the officials or other employees or b) any person exercising a public office or service for a foreign country. In such cases, Greek criminal laws also apply when the act is performed abroad by a national, even if it is not punishable under the laws of the country where it was committed <b>and for the prosecution of the misdemeanour of par.1 of this article no application for prosecution or the petition of par.3 art. 6 PC is required.</b></p>

22. Il est à noter que même avant que l'article 236.1 du Code pénal ne soit modifié en juin 2019, cette infraction était qualifiée de délit pénal (passible d'un à cinq ans d'emprisonnement **et** une amende). Après la modification de l'article, l'infraction reste mineure, mais assortie d'une peine d'emprisonnement réduite allant jusqu'à trois ans **ou** d'une amende. Le GRECO note que la nouvelle sanction représente une réduction significative des sanctions. Le GRECO note aussi avec préoccupation que même en cas de valeur considérable du pot-de-vin ou de l'avantage visé ou d'autres circonstances aggravantes (à l'exception du manquement à un devoir officiel), l'article 236.1, qui prévoit des sanctions réduites, s'applique.
23. Pour ce qui concerne l'article 236.2 du Code pénal, il est noté que cette forme qualifiée de corruption (qui englobe aussi le manquement à un devoir officiel) était, avant la modification du libellé en juin 2019, considérée comme un crime grave (« felony ») passible d'une peine d'incarcération pouvant aller jusqu'à dix ans et d'une amende. Les amendements du 11 juin 2019 ont requalifié l'infraction en délit pénal (« misdemeanour ») passible d'une peine d'emprisonnement d'au moins 3 ans (c'est-à-dire entre 3 et 5 ans) et d'une amende. De toute évidence, la sanction a été considérablement réduite. Les autorités ont cependant informé le GRECO que l'article 236.2 du Code pénal a de nouveau été modifié le 11 novembre 2019 en raison des critiques formulées notamment par le GRECO et par le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption. En conséquence, cette infraction a de nouveau été requalifiée comme infraction grave passible d'une peine d'incarcération pouvant aller de cinq à huit ans. Le GRECO est satisfait de cette modification, entrée en vigueur le 18 novembre 2019.

24. En revanche, les infractions visées à l'article 236.2 du Code pénal commises avant cette date et non jugées ou lorsque la peine n'a pas été exécutée, seront considérées comme des délits pour lesquels les sanctions les plus légères seront appliquées. Il s'agit là d'un effet inévitable de ces amendements et du *principe de lex mitior* (principe de la loi la plus clément) qui est un principe fondamental du droit pénal grec (article 2 du Code pénal, voir en Annexe). Le fait que cela affectera un grand nombre de cas est regrettable du point de vue d'une lutte efficace contre la corruption.
25. Pour conclure, si le GRECO est satisfait que l'article 236.2 du Code pénal ait été requalifié en infraction grave (« felony ») et assorti d'une sanction appropriée pour de telles infractions suite aux amendements du 11 juin 2019, il note également que l'article 236.1 du Code Pénal demeure affaibli. La situation actuelle véhicule le message que l'infraction visée est maintenant considérée comme moins grave qu'auparavant. Le GRECO tient à rappeler les intentions qui sous-tendent la Convention pénale, à savoir que la corruption peut relever d'une infraction à caractère financier impliquant parfois des valeurs considérables, mais pas seulement, elle représente aussi une menace pour l'État de droit, la stabilité des institutions démocratiques et les fondements moraux de la société, qui sape les principes de bonne gouvernance, de sécurité, de santé, d'équité, de justice et d'égalité de traitement. Dans ce contexte, **le GRECO recommande de revoir l'article 236.1 du Code pénal en vue d'assortir de circonstances aggravantes déterminantes les infractions pouvant être considérées comme des infractions graves et/ou d'alourdir les sanctions en conséquence.**

*Abstention de poursuites*

26. Le GRECO note par ailleurs que l'article 48 du Code de procédure pénale (voir en Annexe) contient une nouvelle caractéristique générale de la législation pénale permettant au procureur de ne pas engager de poursuites pour des infractions mineures passibles d'une peine maximale de trois ans d'emprisonnement. Sous réserve que les preuves de culpabilité soient suffisantes et avec l'accord d'un magistrat nommé par le tribunal concerné, le procureur peut ne pas engager de poursuites et rendre une ordonnance, si l'auteur de l'infraction consent à des mesures alternatives. Cette mesure s'applique de fait à la corruption active d'agents de la fonction publique en vertu de l'article 236.1 du Code pénal. Le GRECO comprend les avantages d'une telle possibilité pour certaines infractions moins graves. Il estime toutefois que cela ne semble pas adapté aux infractions intentionnelles, notamment de corruption, qui nécessitent une réaction à la fois effective et efficace, proportionnée et dissuasive. Le GRECO est d'avis qu'il existe un risque considérable que cette mesure affaiblisse davantage les possibilités de la Grèce de lutter efficacement contre cette forme de corruption, mais aussi éventuellement contre d'autres infractions connexes, telles que le blanchiment de capitaux. **Le GRECO recommande de limiter strictement le champ des infractions de corruption susceptibles de ne pas faire l'objet de poursuites conformément à l'article 48 du Code de procédure pénale, en veillant à ce que cet article soit applicable uniquement à des infractions mineures de corruption, dans des cas exceptionnels.**



### *Délai de prescription*

27. Le GRECO note que le délai de prescription de quinze ans pour les actes de corruption entrant dans la catégorie des infractions graves et de cinq ans pour les actes de corruption entrant dans la catégorie des infractions mineures (article 111 du Code pénal, voir en Annexe). Dans les deux cas, il pourrait être prolongé pendant plus de trois ans si l'affaire est en cours d'examen par un tribunal (« sub iudice ») (article 113 du Code pénal). Suite à la récente modification de l'article 236.2 du Code Pénal (11 novembre 2019) requalifiant cette infraction en infraction grave, la période la plus longue s'applique à nouveau pour cette infraction, comme cela était le cas antérieurement à ces modifications. La situation en matière de délai de prescription a donc été rétablie pour les infractions commises après l'entrée en vigueur des amendements actuels du 11 novembre 2019. En revanche, les infractions visées à l'article 236.2 du Code pénal commises avant cette date seront considérées comme des délits pour lesquels le délai le plus court est applicable. Il s'agit là d'un effet inévitable de ces amendements et du *principe de lex mitior* (comme expliqué ci-dessus).

### *Confiscation/saisie/techniques d'enquête spéciales*

28. Le GRECO note que la modification de la législation n'a pas d'effet sur la confiscation ou la saisie des produits de la corruption ou sur l'utilisation de techniques d'enquête spéciales. En outre, selon les autorités grecques, la qualification d'une infraction comme délit ou crime grave n'a aucune incidence à cet égard.
29. De plus, pour ce qui concerne le recours à l'utilisation des décisions de gel prises par la CRF hellénique, les autorités grecques ont souligné que la législation modifiée relative à la corruption n'aurait pas d'incidence en vertu des dispositions relatives au blanchiment de capitaux. Toutes les formes d'infractions de corruption (y compris la corruption active) sont des infractions préalables au blanchiment d'argent. Les autorités grecques ont fait savoir lors de la visite que ces dispositions restaient inchangées. Il est à noter cependant que, lors de la préparation du présent rapport, des modifications de la législation anti-blanchiment ont été présentées au Parlement. Alors que ces propositions se trouvent encore à un stade de discussion précoce au moment de la rédaction du rapport, le GRECO tient à rappeler que la Grèce doit se conformer aux normes internationales relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, d'autant que ces normes contribuent à lutter efficacement contre la corruption également.

### *Corruption passive d'agents de la fonction publique d'autres États*

30. Le GRECO note que l'article 235.5 du Code pénal, tel que modifié, ne vise pas la corruption passive d'agents de la fonction publique d'autres États (contrairement aux dispositions antérieures (article 263A 2 (d) et (e) du Code pénal), alors que le versant actif de cette infraction est cité clairement à l'article 236.4 b du Code pénal (voir en Annexe le comparatif des textes de référence). Le libellé actuel n'est donc pas pleinement conforme à l'article 5 de la Convention pénale. Le GRECO note par ailleurs

que l'article 237.4c du Code pénal tel que modifié, s'il couvre les infractions de corruption active des juges, jurés et arbitres d'autres États, ne semble pas viser le versant passif de ces infractions, contrairement aux dispositions antérieures (article 263A 2 (d) et (e) du Code pénal) (voir en Annexe). Cette disposition n'est pas non plus totalement conforme à l'article 5 de la Convention pénale. Il semblerait que ce soit le cas également pour la corruption passive de membres d'assemblées étrangères (article 6 de la Convention pénale). Alors qu'il y était fait référence dans l'ancien article 263A 2(e), ce n'est pas le cas de l'article 159.4, alors que la corruption active de membres d'assemblées étrangères est explicitement couverte par l'article 159A 4(c). Aucune réserve n'a été faite par la Grèce à cet effet conformément à la Convention pénale. **Le GRECO recommande de veiller à ce que la corruption passive d'agents de la fonction publique, y compris de juges, de membres d'assemblées, de jurés et d'arbitres de tout État étranger soit incriminée conformément aux articles 5 et 6 de la Convention pénale sur la corruption et à son Protocole additionnel.**

#### *Report et suspension des poursuites pénales*

31. Le GRECO note que, d'après l'article 29 du Code de procédure pénale, le Ministre de la Justice peut, avec l'accord du gouvernement, différer ou suspendre les procédures pénales relatives à des infractions susceptibles de perturber les relations internationales entre la Grèce et des États étrangers. Le GRECO rappelle que ce point a déjà fait l'objet de critiques dans son Rapport d'évaluation du Troisième Cycle sur la Grèce, dans lequel il était recommandé d'exclure toutes les infractions de corruption domestique et internationale de cette disposition. Lorsque la procédure de conformité du Troisième Cycle relative à la Grèce a été close, cette recommandation n'avait pas été mise en œuvre.
32. Le GRECO apprécie par conséquent d'apprendre que le 11 novembre 2019, l'article 29 du Code de procédure pénale a été modifié par le Parlement pour exclure « toute forme active et passive de corruption » du champ de l'article 29 du Code pénal (voir en Annexe). Le GRECO se félicite de ce développement.

#### *Repentir sincère*

33. Il est rappelé que, dans son Rapport d'évaluation du Troisième Cycle sur la Grèce, le GRECO s'était dit préoccupé par les dispositions relatives au repentir réel et avait recommandé que les autorités suivent de près l'application de cet outil et suppriment éventuellement certaines de ses caractéristiques. Il est rappelé en outre que la Grèce a abrogé toutes les dispositions de repentir réel peu après et a ainsi respecté la recommandation (Rapport de conformité du Troisième Cycle sur la Grèce, juin 2012).
34. Le GRECO note que le Code pénal modifié (article 263, voir en Annexe) réintroduit un moyen de défense spéciale de repentir réel dans les situations de corruption active, qui permet à l'auteur de l'infraction d'être dispensé de peine s'il signale l'agissement avant d'être entendu comme suspect. D'après les autorités, l'application de cette disposition n'est pas automatique et doit être examinée par un tribunal. Le GRECO a déjà fait part de son point de vue concernant ce type de dispositif pouvant faire l'objet d'abus dans certaines situations. Ce dispositif étant nouveau, **le GRECO recommande que les autorités suivent attentivement le recours au moyen de défense basé sur le repentir**

**sincère afin de déterminer s'il arrive que cet instrument soit utilisé abusivement et, si nécessaire, que son application soit réduite ou supprimée pour ce qui concerne les infractions de corruption.**

#### **IV. CONCLUSION**

35. Au vu de ce qui précède, le GRECO conclut que la législation pénale en Grèce modifiée le 11 juin 2019 suscite un certain nombre de préoccupations. Certaines de ces préoccupations ont été traitées de manière satisfaisante par de nouveaux amendements à la loi (11 novembre 2019), à la suite des critiques formulées, entre autres, par le GRECO et le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption. En particulier, la forme qualifiée de corruption d'agents de la fonction publique (article 236.2 du Code pénal) a été reclassée dans la catégorie des infractions graves (crime). Il convient de s'en féliciter pour l'avenir. En revanche, en ce qui concerne les infractions commises avant la date d'entrée en vigueur de cet amendement (18 novembre 2019), la législation et les sanctions les plus clémentes (délits) seront appliquées, ce qui est un effet inévitable de ces amendements. D'autres sujets de préoccupation demeurent dans la législation actuelle, qui nécessitent une attention accrue de la part des autorités.
36. Le GRECO adresse les **recommandations** suivantes à la Grèce :
- i. **revoir l'article 236.1 du Code pénal en vue d'assortir de circonstances aggravantes déterminantes les infractions pouvant être considérées comme des infractions graves et/ou alourdir les sanctions en conséquence ;**
  - ii. **limiter strictement le champ des infractions de corruption susceptibles de ne pas faire l'objet de poursuites conformément à l'article 48 du Code de procédure pénale, en veillant à ce que cet article soit applicable uniquement à des infractions mineures de corruption, dans des cas exceptionnels ;**
  - iii. **veiller à ce que la corruption passive d'agents de la fonction publique, y compris de juges, de membres d'assemblée, de jurés et d'arbitres de tout État étranger soit incriminée conformément aux articles 5 et 6 de la Convention pénale sur la corruption et son Protocole additionnel ; et**
  - iv. **faire en sorte que les autorités suivent attentivement le recours aux dispositions relatives au moyen de défense basé sur le repentir sincère afin de déterminer s'il arrive que cet instrument soit utilisé abusivement et, si nécessaire, réduire ou supprimer son application pour ce qui concerne les infractions de corruption.**
37. Le GRECO invite les autorités grecques à soumettre un rapport sur les mesures adoptées pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées avant le 30 juin 2020.

38. Le GRECO invite aussi les autorités grecques à autoriser, dès que possible, la publication du présent rapport, sa traduction dans la langue nationale et la diffusion de ladite traduction auprès du grand public.

## ANNEXES

### Textes de référence, en anglais uniquement

#### **Article 159 CC Passive Bribery of political persons (amended on 11 June 2019 and on 11 November 2019, in red)**

1. The Prime Minister, members of government, **the Deputy Ministers**, the Members of the Parliament, prefects, the district governor, the mayor or the members of the committees according to art. 157 par.2 shall, if they request or receive, directly or through a third party, for themselves or for a third party, an undue advantage of any nature not entitled to themselves, or demand such an advantage for a future or already completed act or omission, related to the performance of their duties, shall be punished by incarceration and a pecuniary penalty of up to one thousand daily units.

#### **Article 159A CC Bribery of political persons (amended on 11 June 2019 and on 11 November 2019, in red)**

1. Whoever promises or offers to the Prime Minister or a member of the Government, **the Deputy Minister, the member of the Parliament**, the district governor or the mayor, directly or through a third party, any advantages not entitled to himself or to a third party, for a future or already completed act or omission, in relation with the performance or against his or her duties, is punished by **incarceration of up to ten years (felony) and a pecuniary penalty** of up to **one thousand daily units** (ref: 1EUR < 1 daily unit < 100 EUR) .

2. **The same punishment** shall apply to whosoever promises or provides to a member of the above bodies or their committees or a committee of local government referred to in Article 157 (2) any benefits to which he/she is not entitled, for himself/herself or for a third party, in connection with a parliamentary election or vote or the local council to not take part in the election or vote or to vote in a certain way.

3. A business director or any person vested with a decision-making or control power in a business shall be punished by **imprisonment<sup>2</sup> (misdemeanor) and a pecuniary penalty**, if the act is not punished more severely under another criminal provision, if he/she failed to prevent a person under his/hers command or subject to his/hers control from committing, to the benefit of the business, any act of the preceding sections.

#### **Article 235 CC: Passive bribery of an official (as amended on 11 June 2019)**

1. A public official who requests or receives, directly or through a third party, for himself/herself or for a third party, an undue advantage of any nature, or accepts the promise to be provided with such an advantage, for a future or already completed act or omission related to the performance of his/her duties, shall be punished by at least one year of imprisonment and a pecuniary penalty. If the offender commits the act of the previous section in a professional or a habitual way shall be punished by imprisonment of at least three years and a pecuniary penalty.

---

<sup>2</sup>The maximum liberty-depriving penalty for a misdemeanour (*imprisonment*) is, unless stated otherwise, 5 years, whereas *incarceration* (imposed for felonies without mitigating circumstances) ranges from 5 to 15 years.

2. If the aforementioned action or omission of the offender contravenes his/her duties, the public official shall be punished by incarceration up to ten years and a pecuniary penalty. If the offender commits the act of the previous section in a professional or a habitual way, s/he shall be punished by incarceration and a pecuniary penalty up to one thousand units.

3. A public official who requests or receives, for himself/herself or for another person, any undue advantage of a financial nature by taking advantage of his/her status, shall be punished by imprisonment, if the action is not punished more severely by another criminal provision.

4. A head of a public service or an inspector or any person who is vested with a decision-making or control power in public services, local government authorities and public legal entities shall be punished by imprisonment up to three years or a pecuniary penalty, if the act is not punished more severely by another criminal provision, if he/she, **by infringing a specific obligation of due diligence by negligence**, failed to prevent a person under his/her command or subject to his/her control from committing any act of the preceding paragraphs.

5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply when the actions are committed by: (a) officials or other employees of any contractual relationship of an institution or body of the European Union having its headquarters in Greece and of any public international or supranational organization of which Greece is a member and by any person, whether detached or not, performing duties corresponding to those performed by the public officials or other employees, even if they are not punishable under the laws of the country where it was committed.

**Article 263A CC (before amendments in comparison with 235.5 CC)**

1. For the implementation of Articles 235(1) and (2) and 236 officials shall also mean, all those who serve either permanently or temporarily and in any kind of capacity:
  - (a) in businesses or organisations which belong to the State, in organisations of local government or in legal persons of public or private law, who serve, through exclusive or preferential exploitation, the public provision of water, electricity, heating, motor power or transportation means or means of communication or the media,
  - (b) in banks whose seat is located within national territory according to the law or their constitution,
  - (c) in legal persons of private law which were founded by the State, by legal persons of public law and by legal persons mentioned in the previous points, providing that the founding legal persons take part in its management, or in case of a limited company in its capital, or when these founded legal persons are commissioned with the execution of state programmes for economic reconstruction or development,
  - (d) in legal persons of private law which, according to the current provisions, may receive funding or sponsoring from the State, or from legal persons of public law or from the above banks,
  - (e) € to institutions or bodies of the European Union, including the members of the European Commission and the Court of Justice and the Court of Auditors of the European Union.
2. For the implementation of Articles 235(1) and (2) and 236 officials shall also mean:
  - (a) the servants or other officials, under any contractual relationship, of any public international or supranational organisation to which Greece is a member, and any person authorised by such organisation to act on its behalf;

- (b) the members of parliamentary assemblies of international or supranational organisations to which Greece is a member;
  - (c) those who perform judicial or arbitrator duties in international courts, whose jurisdiction is recognised by Greece;
  - (d) any person performing a public function or service for a foreign country, including judges, jurors and arbitrators; and
  - (e) members of parliaments and local government assemblies of other states.
3. With regard to the applicability of Article 237 as judges shall also mean members of the Court of Justice and the Court of Auditors of the European Union.

**Article 236 CC, Active Bribery of an official (as amended on 11 June 2019 and on 11 November 2019, in red)**

1. Whosoever offers, promises or gives to an official, directly or through a third party, an undue advantage of any nature, for himself/herself or for another person, for an action or omission on his/her part, future or already completed, related to the performance of his/her duties, shall be punished by **imprisonment of up to three years (*misdemeanour*) or a pecuniary penalty.**<sup>3</sup>

2. If the aforementioned action or omission contravenes the duties of the official, the offender shall be punished **by incarceration five to eight years (*felony*) and a pecuniary penalty.**<sup>4</sup>

3. A head of business or any other person who is vested with a decision-making or a control power in business shall be punished by imprisonment of up to **two years or a pecuniary penalty** if the act is not punished more severely if he/she, **by infringing a specific obligation of due diligence by negligence**, failed to prevent a person under his/hers command or subject to his/hers control from committing, to the benefit of the business, any act of the preceding sections.

4. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall also apply when the actions are committed towards: (a) officials or other employees of any contractual relationship of an institution or body of the European Union having its headquarters in Greece and of any public international or supranational organization of which Greece is a member and any person, whether detached or not, performing duties corresponding to those performed by the officials or other employees or b) any person exercising a public office or service for a foreign country. In such cases, Greek criminal laws also apply when the act is performed abroad by a national, even if it is not punishable under the laws of the country where it was committed **and for the prosecution of the misdemeanour of par.1 of this article no application for prosecution or the petition of par.3 art. 6 PC is required.**

**Article 237 CC, Active and passive bribery of judicial officers (as amended)**

1. Whosoever invited under the law to perform judicial duties or an arbitrator who requests or receives, directly or through a third party, for himself/herself or for another person, an undue advantage of any nature, or accepts the promise to provide such an advantage for an action or

---

<sup>3</sup> According to art. 57 of the new Criminal Code (L. 4619/2019, GG I 95), if a pecuniary penalty is provided alternatively to imprisonment, it cannot exceed 180 daily units. The range of each daily unit is between 1 euro and 100 euros. Therefore the pecuniary penalty of article 236 par. 1 can amount from 1 euro to 18.000 euros. Article 57 stands barring special provisions (such as art. 159 A of the new Criminal Code).

<sup>4</sup> According to art. 57 of the new Criminal Code, if a pecuniary penalty is imposed cumulatively with a liberty-deprivation sanction, it cannot exceed 360 daily units. Therefore the pecuniary penalty of art. 236 par. 2 may range from 1 euro to 36.000 euros.

omission on his/her part, future or already completed, related to the performance of his/her duties in the administration of justice or in the resolution of a dispute, shall be punished by **incarceration (felony)** and a **pecuniary penalty of up to one thousand daily units**.

2. Up to ten years' **incarceration (felony)** and a **pecuniary penalty of up to one thousand daily units** shall apply to punish any person who for the above purpose promises or provides such advantages, directly or through a third party, to the persons in the previous paragraph, for themselves or for another person.

3. A head of business or any other person who is vested with a decision-making or control power in a business shall be punished by **imprisonment (imprisonment)** **and a pecuniary penalty** if the act is not punished more severely under another criminal provision, if he/she, **by infringing a specific obligation of due diligence by negligence**, failed to prevent a person under his/hers command or subject to their control from committing, to the benefit of the business, the act under the preceding paragraph.

4. The provisions of the preceding paragraphs shall also apply where the acts are: (a) to or from Members of the Court of Justice or the Court of Auditors of the European Union; (b) from or to those exercising judicial or arbitral duties in international courts whose jurisdiction is accepted by Greece; or (c) to judges, jurors or arbitrators of other States for the exercise of their judicial functions. In such cases, Greek criminal laws are also applicable when the act is carried out abroad by or from a national, even if it is not punishable under the laws of the country where it was committed.

#### **Article 263A CC, Leniency measures**

1. The acts of articles 236 par. 1, 2 and 3, 237 paragraphs 2 and 3 and 396 par.1 shall remain without punishment if the perpetrator, on his own will and before he/she is questioned as a suspect or an accused for his/her act, reports to the public prosecutor or any investigation official or any competent authority, by submitting a written statement or orally, in which case a relevant report is conducted.

2. If the perpetrator of the acts of articles 236 par. 1, 2 and 3 and 237 par. 2 and 3 or the one who participates in the acts of articles 235 par. 1, 2 and 3, 237 par. 1 and 239 to 261, and of article 390, when committed by an official, contributes substantially, by announcement to the authority, to the disclosure of the participation of an official in these acts, shall be punished by a penalty reduced to the extent of Article 44 par. 2 . The court may order the suspension of the execution of the sentence, regardless of the fulfilment of the conditions of art. 99. The Judicial Council, by decree issued upon the proposal of the competent prosecutor, can order the suspension of the criminal proceedings brought against the person responsible for a certain period of time, in order to confirm the truth of the facts. The suspension of the criminal proceedings can be ordered by the court, if the relevant evidence is brought to it until the issue of the judgment in the second degree. By the same decree or judgment, the removal or replacement of the procedural coercive measures imposed may also be ordered. If after the suspension of the criminal proceedings is found that that the evidence brought by the accused person were not sufficient for the initiation of the criminal proceedings against the public official, the relevant decree or the judgment is recalled and the suspended criminal proceedings are continued against the perpetrator.

3. An official who is the perpetrator of the acts of articles 235 to 261 and article 390, or a participant in these acts, who contributes substantially, with announcement to the authority, to the revelation of the participation in these acts of other officials, is punished in accordance with the preceding paragraph, if the person accused has a senior position to his/her own and if the official has transferred



to the State all the assets acquired, directly or indirectly, from the commission or participation in the commission of these crimes. If, exceptionally, this transfer has not been completed by the time the penalty is measured, the court may reserve its discretion, suspending the proceedings for a specified date and without the time limit of Article 352 par. 1 of the Code of Criminal Procedure. In this case it also specifies the specific transfers or other actions that the offender must take in order to benefit from it. The court in its adjournment judgment may order the removal or replacement of the procedural coercive measures imposed by the court.

4. **a)** If one of those responsible for the crimes of Articles 235 to 261, 390 and 396 acts or acts of money laundering derived directly from these criminal activities, contributed evidence for the participation in these acts of persons who have served or are serving as members of the Cabinet or Deputy Ministers, the judicial council with a decree issued upon proposal of the prosecutor, orders the suspension of the criminal proceedings against him/her and the immediate referral of the case-file to the Parliament. The above suspension may be ordered by the court when the elements are contributed till the decision of the Court of Appeal. By the same decree or judgment, the removal or replacement of coercive procedural measures that have been imposed may be ordered.

**b)** If the Parliament considers, in accordance with the provision of par. 3 of Article 86 of the Constitution, that the evidence is not sufficient for the prosecution against the Minister or Deputy Minister, the decree or judgment is revoked, and the suspended prosecution continues. If the Parliament decides the prosecution against the Minister or Deputy Minister under Article 86 of the Constitution, on conviction by the Special Court, the participant, referred in the previous paragraph, who contributed the evidence shall be punished with penalty reduced to the extent of article 44 par.2. The court may decide the suspension of the execution of the sentence according par. 2 of this art.

5. If the initiation of criminal proceedings is not possible due to elimination of criminality, as defined in subparagraph b of paragraph 3 of Article 86 of the Constitution, the accused person shall be punished with a penalty reduced to the extent of Article 44 par.2. The court may order the suspension of the execution of that sentence, as defined in paragraph 2 of this art.

#### **Article 2 CC, Retroactive effect of the milder law**

1. If more than one laws has been in force since the commission of the act until its irrevocable conviction, the one which in this case leads to a more favourable treatment of the accused, is applied.

2. If a subsequent law has made the act non-criminal (unpunished), the enforcement of the sentence imposed and its criminal consequences, as well as the enforcement of security measures, shall cease.

#### **Article 111 CC, Prescription of crimes**

1. The right of punishment is extinguished through statute of limitation.

2. Felonies prescribe in twenty years if the law provides for the life imprisonment and in fifteen years, in any other case, unless the law provides otherwise.

3. Misdemeanours prescribe in five years.

4. The above time limits are calculated on the basis of the calendar year.

If the law provides alternatively for the imposition of one out of more penalties specifically provided, the above time limits are calculated according to the heavier penalty.

#### **Article 48 of the CPC, Abstention from the prosecution of misdemeanours under certain conditions**

In the event of a misdemeanour which is punishable by law with imprisonment of up to three years with or without a pecuniary penalty or the provision of public service, the prosecutor may-upon the consent of the court-appointed magistrate, and if there are sufficient evidence of guilt-abstain temporarily from prosecution issuing a reasoned order, provided that the person to whom the act is assigned shall consent to fulfil the conditions that are deemed fit to satisfy the public interest for prosecution and reduce the consequences of the act. For this reason, the public prosecutor invites the person to whom the act is attributed to appear before him/her alone or with a lawyer. Such conditions are in particular: (a) a substantial effort to reconcile with the sufferer; (b) the payment of a certain amount of money to a charity or utility fund; (c) the compliance with an existing obligation of sustenance; (d) the participation in a social education program (e) attending a certain number of driving lessons.

2. In the case of the misdemeanours referred to in Articles 216, 242 par. 1 and 2, 375 par. 3 and 390 par.2 and in Laws 1599/1986, 2803/2000, 2960/2001, 4557/2018 and 4174/2013, the prosecutor of the first instance court may-upon the consent of the court-appointed magistrate and if there is sufficient evidence of guilt- abstain temporarily from prosecution issuing a reasoned order, provided that the person to whom the act is assigned shall fully recover the damage caused by paying the cash capital and the interests to the victim. For this reason, the public prosecutor calls upon the person to whom the act is attributed to appear before him/her alone or with a lawyer and, if necessary, he/she calls the victim in advance.

3. Prior to the commencement of the procedure for the temporary abstention from criminal proceedings, the offender shall be informed of the crime that he/she is accused of and has the right to express his/her views in writing to the public prosecutor, which shall be freely assessed.

4. The prosecutor shall specify to the person liable to fulfil the conditions in a time period not exceeding six months, which may be extended for three more months. The provision of Article 113 PC applies here as well. The public prosecutor may, upon the consent of the defendant, to modify or remove some specific conditions.

5. If the person to whom the conditions have been imposed, if he/she is in compliant with them, the public prosecutor shall issue an order by which he/she shall abstain permanently from the criminal proceedings and shall inform the first-instance court magistrate referred to in paragraph 1 hereof.

6. In the event that the person accused is non-compliant with the conditions that have been imposed to him/her, his initial consent for the application of this procedure is not allowed to be considered against him/her at the later stage of criminal procedures.

7. If criminal proceedings have already been instituted in the above cases, the competent court may, upon a proposal by the public prosecutor and if the conditions of paragraph 1 are satisfied, to temporarily cease the criminal proceedings by imposing on the defendant the conditions that are relevant to his/her act. Paragraphs 2 to 5 apply respectively.

8. The above procedure of abstention from criminal prosecution cannot be re-applied to the same person in the event of a similar crime.

**Article 29 CPC, Suspension of prosecution (amended on 11 November 2019, in red)**

In cases of political crimes as well as crimes which could disrupt the international relations between the Greek State and foreign states, *with the exception of active and passive bribery of any kind*, the Minister of Justice has the right, with the agreement of the Council of Ministers, to postpone the initiation of the criminal prosecution or to suspend the criminal prosecution indefinitely”.